Sortir, les yeux ouverts

Autor(en): **Brutsch, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1984)**

Heft 715

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1016775

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

PARTICIPATION (suite)

Après le 12 février, pas de scission, mais...

administratifs bernois, chercheront de nouvelles voies pour faire valoir leurs avis «à Berne».

Et les personnalités qui, sans être marginales, bénéficiaient de la présence socialiste au Conseil fédéral pour trouver un écho à l'expression de solutions originales, ces personnalités-là se sentiront orphelines et, faute de mieux, renonceront à réagir au conformisme ambiant pour ne pas sombrer dans un verbalisme débile.

Le parti socialiste, après avoir bénéficié temporairement d'une couverture exceptionnelle de son activité par les médias, sans en profiter pour populariser son projet de société et ses propositions soumises au verdict des électeurs à court terme, envisagera, lui, soit une modification, indispensable, de ses structures — ce qui l'occupera pendant de nombreux mois — soit un activisme forcené qui nous ramène au point de départ de cet article.

Et si j'avais tort? **C. F. P.**

Sortir, les yeux ouverts

Le coup du 7 décembre oblige les socialistes à réagir s'ils veulent rester crédibles. Simultanément, le retrait du Conseil fédéral est gros du risque de faire basculer le parti dans l'irréalisme et l'irresponsabilité. Car une décision de cette nature peut avoir des effets pervers bien différents de l'objectif recherché.

Sur l'évaluation de l'action du parti: le retrait «dans les circonstances actuelles» prôné par la direction du parti se veut cohérent avec la ligne suivie jusqu'à présent. Ce sont les conditions qui ont changé, pas les socialistes. Mais, une fois la décision prise, quelle peut être la pénétration dans les esprits d'un tel raisonnement, nuancé et complexe, face à la terrible efficacité du «participation, piège à cons» à la sauce Ziegler-Masnata?

Sur la direction du parti: ce ne serait pas la première fois que les promoteurs d'un changement s'en trouvent être les premières victimes, débordés par plus radicaux qu'eux.

Sur l'orientation du parti, surtout: débarrassé, sur le plan fédéral, du souci de gouverner, le parti ne va-t-il pas s'enfermer dans un système clos de critique et de surenchère, se «shootant» à l'éther grisant de l'idéologie pure et dure?

Tels sont certains des écueils que les partisans du retrait doivent chercher à éviter. Faire de l'opposition dans un système politique qui ignore l'alternance au pouvoir, rassembler de nouvelles coalitions avec des mouvements qui pour l'essentiel récusent la politique partisane ne va pas sans un pragmatisme, une modestie qui ne sont pas les caractéristiques dominantes des socialistes.

Mais à l'inverse les partisans du maintien au Conseil fédéral feraient bien de réfléchir aux mesures d'accompagnement propres à ne pas désespérer Billancourt (ou plutôt, dans le contexte du PS, la nouvelle génération). Si le retrait est incontestablement le début d'un nouveau chapitre, son refus ne devrait pas être la fin du livre. **F. B.**

LE PS, PARTI D'OPPOSITION

La question de confiance (en soi)

Les politico-sociologues déconseillent plus ou moins ouvertement aux socialistes de quitter le Conseil fédéral: manque de confiance dans les institutions, jugées inaptes au changement. Les journalistes suivent avec une curiosité pleine de scepticisme le spectaculaire happening mis en scène depuis le 7 décembre: manque de confiance dans les acteurs principaux, et plus encore dans les grands chœurs de la base. Beaucoup de syndicalistes préfèrent d'instinct rester dans la place pour y préserver les acquis: méfiance à l'égard des «politiques», toujours tentés par l'aventure. Nombre de militants, et plus encore de mandataires socialistes, redoutent d'avoir à faire la preuve d'une aptitude à la différence: manque de confiance en eux-mêmes.

Au-delà de toutes ces craintes, de tous ces espoirs non cultivés par peur de la déception, il y a un sentiment général — celui qu'il pourrait (enfin) se passer quelque chose dans la tranquille Helvétie — et, chez les socialistes, une fierté légitime: celle d'avoir osé ouvrir, et de mener présentement, le plus vaste débat politique de ces vingt dernières années. Il faut remonter à la première initiative Schwarzenbach pour retrouver un thème aussi présent dans les conversations et une aussi faible proportion d'indifférents dans l'opinion publique.

Au sein du PS, une certitude se fait jour: pour le parti, il n'y a pas de solution idéale, il faut choisir la meilleure des moins bonnes. En ce sens, l'assaut final du 7 décembre, porté par les bourgeois après une série d'attaques sur différents fronts, a effectivement réussi. Tellement bien réussi même que, par un effet de dominos hérité de l'ère de la concordance, le choc déstabilisateur va secouer de proche en proche tous les partis encore qualifiés de gouvernementaux. A lire le futur ancien président du Parti radical suisse, M. Yann Richter, le risque vaut d'être pris, et le PRD n'entrera pas en négociation pour l'éviter (voir son interview dans l'«Illustré» du 18.1.1984).

Ainsi rejeté, le PS n'a pas le choix: sa place est dans l'opposition. Mais quelle opposition? Du genre larvé, comme jusqu'ici, avec un soutien occasionnel aux propositions gouvernementales?